

Richard Kalka

Dieu DESARMÉ

Journal d'un curé de campagnes



ÉDITIONS
LBM

OPÉRATION AMARYLLIS, RWANDA

8-14 AVRIL 1994

LE MERCREDI 6 AVRIL 1994 À 20 H 23, l'avion du président rwandais, Juvénal Habyarimana, est abattu par un missile Sam. C'est le déclenchement d'une série de violences qui culmineront le samedi 9 à Kigali, lorsque la capitale du Rwanda est mise à feu et à sang, avant que tout le pays ne s'embrase d'une folie meurtrière. Les combats d'une violence inouïe entre les Hutus et les Tutsis font rage, dans toutes les rues de la capitale la chasse à l'homme est d'une cruauté indicible : femmes éventrées au coupe-coupe, enfants égorgés, hommes abattus à la matraque ou à la machette. L'enfer.

Le 7 avril, un groupe de dix soldats belges de la mission MINUAR, est pris à parti par une bande de Hutus, militaires et miliciens. Le chef de section, Thierry Lottin, un jeune lieutenant, est perplexe. Il se fait intimé l'ordre de déposer les armes, condition sine qua non d'une quelconque négociation. Il prend aussitôt contact par radio avec son supérieur hiérarchique, le commandant Dewez. Celui-ci lui conseille d'abord de palabrer, puis, éventuellement, d'obtempérer. Une fois les armes en possession des miliciens Hutus, les Belges reçoivent l'ordre de s'allonger par terre. Avec des machettes bien aiguisées, les Hutus coupent un tendon d'Achille à chaque soldat, leur crèvent les yeux et leur sectionnent le nez, tout en hurlant et en proférant des injures. Le lendemain matin, les soldats français trouveront, en bout de piste de l'aéroport, les dix corps des soldats belges sauvagement mutilés.

Le 7 avril toujours, en début d'après-midi, deux gendarmes français et l'épouse de l'un d'entre eux sont abattus, dans le jardin de leur maison, probablement par les mêmes extrémistes Hutus.

Les premiers avions français, en provenance de Bangui, se posent sur l'aéroport de Kigali en début de soirée. À leur bord, deux compagnies du 3^e RPIMa : la première de combat commandée par le capitaine de Ladoucette et la compagnie d'éclairage et d'appui du capitaine Millet. L'état-major tactique du colonel Poncet se trouve dans la troisième rotation de poser d'assaut. La troisième compagnie de combat du 8^e RPIMa décollera de Bangui, comme d'ailleurs un groupement du COS venu de France, le soir du 8 avril. J'étais dans cet avion.

L'objectif de la mission des 550 parachutistes français est clair, net et précis : évacuer, le plus vite possible, tous les ressortissants français et étrangers. Rien d'autre. Aucune intervention n'est envisageable en faveur de l'un ou de l'autre des belligérants de cette atroce guerre fratricide. Le moindre écart, le moindre incident seraient considérés comme de l'ingérence et pourraient avoir des conséquences politiques graves.

Le chauffeur de l'un des commandos chargés de l'évacuation démarre sec devant l'entrée principale de l'aéroport. Une fois de plus, sa mission est de se rendre le plus vite possible à l'école française de Kigali, l'un des lieux de rassemblement des ressortissants. Les trois voitures civiles réquisitionnées pour la mission empruntent une route qui contourne la capitale par l'ouest, permettant d'éviter l'axe le plus chaud de la ville. Soudain, une femme Tutsi, poursuivie par une bande de Hutus armés de matraques et couteaux, se jette contre le capot du premier véhicule en espérant, dans son tragique désespoir, y trouver un refuge. Le conducteur freine brutalement. Les deux occupants ne bougent pas, hébétés par la complexité de l'événement. Que faire ? Comment réagir ? Ces quelques instants d'hésitation ont suffi pour que les tortionnaires Hutus comprennent que les militaires français ne défendront pas la femme. Au retour, les passagers du véhicule ont pu voir son

cadavre, ventre ouvert, qui gisait au bord de la piste. Les assassins, avec un sourire et un geste amical de la main, les saluaient gentiment...

Radio Mille Collines diffusait d'incessants appels à « remplir les tombes » et à « exterminer les cafards ».

L'équipe de Vincent et celle de Brice sont très bien logées : une villa confortablement meublée, un jardin luxuriant, une petite piscine bien propre. Mais personne n'aura le temps d'en profiter. Leur mission, depuis la nuit du 8 avril, est extrêmement délicate : extraire et évacuer la famille du président Habyarimana. Parachutistes, soldats d'élite, rompus à toutes sortes d'opérations difficiles, solidement entraînés, ils restent sereins. Les plans sont élaborés avec soin, le contact avec Agathe Habyarimana est établi. La veuve est à la fois nerveuse, angoissée et arrogante. Habituee à donner des ordres qui ne souffrent pas le moindre refus, elle exige son évacuation immédiate ainsi que celle de tous les membres de sa famille. Les véhicules 4x4 se remplissent en un temps record. Les paras trient les bagages, pour laisser la place à une demi-douzaine d'employés de l'ambassade, tous Tutsis. « — Il est hors de question d'abandonner nos valises ! » rugit Madame Habyarimana¹. Les paras s'exécutent, déchargent les employés et leur promettent de revenir les chercher. Une heure plus tard, les employés Tutsis gisaient égorgés à même le sol carrelé de l'ambassade.

On réveille la section du lieutenant Nicolaou avant l'aube. Un réveil bien inutile car nul n'a fermé l'œil de la nuit. Aucun d'entre eux – ils sont à la fois exténués de fatigue, traumatisés par la violence des événements – n'a même songé à enlever ses rangers. Ils se sont juste allongés sur des lits Picot. La mission confiée par le commandant Soler : l'évacuation immédiate d'un orphelinat tenu par des sœurs d'une congrégation polonaise, situé à une vingtaine de kilomètres au sud-est de

Kigali. Des bandes de Hutus, toujours à la recherche de Tutsis, commencent à rôder aux alentours.

Le lieutenant Nicolaou, homme de poigne au cœur gros comme une armoire, donne des ordres à ses chefs de groupe : armement, munitions, conduite à tenir... Les véhicules quittent discrètement le campement de fortune en lisière de l'aéroport. Vers 7 h, la colonne française s'arrête devant un taxibus. Cinq cadavres à l'intérieur : trois hommes, une femme et un enfant de 5 ou 6 ans. Tous massacrés à la machette. Le caporal Burat, conducteur du premier véhicule, pris de nausées, vomit abondamment sur le côté.

Soudain, le bruit sec des fusils d'assaut plaque toute la section à terre. L'échange nourri de tirs est de courte durée. Des Hutus ? Des Tutsis ? Des bandes rivales ? Le FPR ? Impossible de savoir. Le calme revient tout aussi rapidement qu'il a été interrompu. On entend même le chant d'un oiseau dans ce cadre luxuriant de fleurs et d'arbustes.

L'orphelinat se trouve à quelque 800 m au nord du village. Le convoi croise un groupe de rôdeurs matinaux qui n'ont peut-être pas, eux non plus, dormi de la nuit. La bâtisse et l'enceinte de l'orphelinat sont en très bon état, les travaux de rénovation ont été terminés en mars dernier. Le lieutenant Nicolaou frappe sur le grand portail métallique. Une minute plus tard, une jeune sœur au visage fatigué lui ouvre.

« — Merci d'être venu, Monsieur. Nous avons déjà été menacés hier soir par un groupe de jeunes excités. Nous avons très peur. Tous les enfants sont réunis dans la chapelle de l'orphelinat. Ils prient. » Une centaine d'enfants, blottis les uns contre les autres, apeurés, sont en train de réciter « Je vous salue Marie, pleine de grâce... » La sœur supérieure, debout, tient dans sa main gauche un gros chapelet en bois et, dans sa main droite, un mouchoir avec lequel elle essuie son front en sueur. Voyant le lieutenant entrer dans la chapelle et s'agenouiller devant le Saint Sacrement, elle accourt vers lui et l'embrasse. « — Merci, Monsieur le militaire, merci ! Que Dieu vous bénisse ! C'est la Providence qui vous a fait venir jusqu'à chez nous... » « — Non, ma sœur, c'est mon colonel qui m'a envoyé ici, pour vous évacuer, vous et tous vos gosses. »

Les jeunes parachutistes de la section, très émus se regroupent derrière leur lieutenant. Le temps presse, pas une minute à perdre. Tous les enfants avec leurs maigres baluchons sont regroupés dans la cour de l'orphelinat. Les plus petits, la main serrée dans la main d'un plus grand, pleurent. Les grands font de leur mieux pour les consoler. La moitié des effectifs de la section est en garde autour de l'enceinte de l'orphelinat, l'autre moitié aux ordres du lieutenant pour préparer l'évacuation. Les enfants sont hissés dans les véhicules par les bras musclés des paras. Les sœurs les rejoignent en hâte et le convoi s'ébranle. Le déplacement se déroulera sans trop de difficultés. Les problèmes commencent à l'aéroport. Quelle destination pour toute cette petite troupe ? Les enfants sont rwandais, Hutus et Tutsis. Quatre-vingt-dix-sept au total. Les sœurs sont des ressortissantes polonaises. Le lieutenant-colonel Soler, commandant en second les troupes françaises, se gratte les quelques cheveux qui lui restent. Certes, il y a un C-130 qui est prêt à décoller pour Bangui. Et après ? Le contact est immédiatement pris avec l'état-major des EFAO. C'est OK, les enfants seront répartis dans les orphelinats de Bangui et les sœurs, si elles le souhaitent, pourront rentrer en Pologne. L'attaché de défense polonais se chargera de leur acheminement. Deux ans plus tard, le lieutenant Nicolaou sera fait chevalier de l'ordre national du mérite polonais.

Le PC de l'opération Amaryllis, installé dans une vaste pièce de réception au premier étage de la bâtisse aéroportuaire, travaille 24 h sur 24. C'est une véritable surchauffe opérationnelle : la tension y est palpable et l'énervement, fatigue accumulée aidant, est plus que tangible. Le colonel Henri Poncet, commandant les forces d'intervention, demeure en permanence scotché à son fauteuil entre une ligne téléphonique directe avec Paris et tous les moyens de transmission mis à sa disposition. Épuisé, mal rasé, assailli des multiples questions de ses subordonnés, de sollicitations en tout genre, de demandes d'évacuation pressantes, il ne sait plus où donner de la tête. Son adjoint et chef d'opérations à la fois,

s'emploie de son mieux à répondre à toutes les requêtes et suppliques rapportées par les patrouilles évoluant sur le terrain. On manque d'effectifs, on dispose de trop peu de moyens de transport et surtout, le temps presse car la situation se détériore d'heure en heure.

Lundi 11 avril, 9 h 30. Une équipe de commandos parachutistes reçoit l'ordre de se rendre à l'ambassade de France. Objectif: récupérer l'ambassadeur et tous les employés restés sur place. Une mission délicate, car les bâtiments français sont, semble-t-il, assiégés par des bandes de pillards. Les tirs de mortier sont de plus en plus ajustés. L'équipe des paras, chargée de l'extraction, démarre en trombe. Le trajet pour s'y rendre a été reconnu auparavant et ne devrait pas poser de problème majeur. Presque de la routine.

La réalité se révèle beaucoup plus difficile. L'accès à l'ambassade est rendu impossible par la présence des manifestants qui réclament une intervention de la France. L'arrivée des forces françaises en provenance de Bangui, trois jours auparavant, a été interprétée comme une aide militaire au profit des Hutus. L'objectif de la seule évacuation des ressortissants ayant été clairement affiché, voilà qui a surpris et déçu ces mêmes Hutus. D'où la manifestation encerclant la représentation française à Kigali.

L'équipe des commandos commence par une palabre qui s'avère efficace. Vincent est très convaincant: « Non, ce ne sont pas les militaires qui décident, ils obéissent aux ordres qui sont de prendre un contact direct et physique avec l'ambassadeur. Oui, ils transmettront le message des manifestants... » Au bout de dix minutes, on les laisse passer. Les paras parviennent à entrer dans l'enceinte de l'ambassade. Toutes les portes sont verrouillées et les fenêtres obstruées. Le chef d'équipe rend compte de la situation au PC opérationnel. Quelques instants plus tard, une porte s'ouvre avec précaution. Les commandos investissent le bâtiment. Le visage de l'ambassadeur affiche le soulagement de se retrouver entre les mains des militaires français. Pour lui c'est la fin d'un cauchemar. Reste le déplacement à effectuer jusqu'à l'aéroport, mais tout ce petit monde de l'ambassade fait entièrement

confiance aux paras. Pourtant, l'heure est à un échange intensif de tir dans toute la ville. La route menant vers l'aéroport n'est pas épargnée. Les balles sifflent. L'ambassadeur tourne de plus en plus au verdâtre. Il ne dit plus un mot. Les véhicules arrivent enfin à l'aéroport. Le convoi est accueilli par le colonel Poncet et une demi-douzaine de gardes du corps. L'ambassadeur souhaite, avant de prendre l'avion, se raser, se laver et changer de chemise. Tout le monde s'affaire pour satisfaire la haute autorité française. Celle-ci, une fois lavée et parfumée, quitte le pays de « mille collines » en pleine crise.

La mission elle-même est loin d'être achevée. Le contingent de l'ONU, terré depuis le début de la crise dans ses casemates, est totalement absent du terrain. Les parachutistes français manquent d'effectifs. Un espoir renaît à l'annonce de l'arrivée des renforts belges. Mardi 12 avril, un gros-porteur rempli de paras belges se pose à l'aéroport de Kigali. Surprise de taille : aucune collaboration avec les forces françaises n'est prévue. L'opération menée par les Belges vise uniquement à la récupération et à l'évacuation de leurs propres ressortissants.

Mardi 12, 14 h, une équipe de parachutistes français se trouve, une fois de plus, au Centre culturel français à Kigali, l'un des points de rassemblement. Le caporal-chef Dumoulin, montant la garde avec trois gars de la section à l'extérieur du bâtiment, contacte l'adjudant-chef Martin.

« — Mon adjudant-chef, y a trois camions pleins de soldats qui viennent sur nous ! Conduite à tenir ? » « — Bouge pas ! C'est qui ? Rends compte le plus vite possible ! »

Les militaires sautent de leurs camions et se déploient en position tactique dans le périmètre sécurisé par les troupes françaises. « — Mon adjudant-chef, ce sont les Belges. J'ai l'impression qu'ils veulent livrer un combat de localité. Je ne comprends pas, la zone est complètement sécurisée. » « — Laisse faire, mon petit, on a d'autres chats à fouetter. »

Le groupement belge investit le Centre culturel et, sans tenir compte ni de la situation, ni de la présence des forces françaises, se met à la recherche de ses ressortissants. Et c'est la pagaille. Des cris, des ordres, des contrordres, la bousculade. Des bagages volent en éclats. Des enfants se mettent à

pleurer. La confusion est à son apogée. Un vrai bordel. L'adjudant-chef n'en peut plus : « — C'est qui le chef du détachement ? » hurle-t-il à pleins poumons. Un capitaine surgit de nulle part. Casque lourd sur la tête, gilet pare-balles, pistolet à la main. « — Mon capitaine, il serait peut-être plus raisonnable et beaucoup plus efficace de travailler de concert. Organisez d'abord le transport de tout ce monde jusqu'à l'aéroport, rapidement et en sécurité. Vous pourrez ensuite récupérer vos compatriotes dans le calme et dans le calme toujours, vous les mettrez dans l'avion. Faisons comme à l'armée ! »

Les forces spéciales seront les dernières à quitter Kigali. Le jour de leur départ, les forces gouvernementales se rendent à l'évidence : les Français ne sont pas venus pour les soutenir. Le contingent belge, décrété *persona non grata* déjà pendant sa mission onusienne, est montré du doigt et mise en cause dans l'attentat contre l'avion présidentiel. La haine contre les Belges se conjugue bizarrement avec un fort sentiment pro-français. Mais les Français s'en vont. Déception et colère succèdent à la confusion qui règne depuis le 8 avril. Les FAR (Forces armées rwandaises) décident d'empêcher le départ du dernier avion à coups de mortiers². Les obus tombent à une effroyable proximité de l'avion prêt à décoller. Les moteurs vrombissants, la rampe ouverte, l'avion entame son roulage. Les derniers commandos qui sécurisent la zone montent dans l'avion en marche. Lloyd regagne l'avion en dernier. Un décollage sec, magistralement négocié par l'adjudant-chef Millet³. Il faudra un bon quart d'heure avant que chacun des passagers ne respire enfin normalement...

Notes du chapitre

- 1 - Il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle aurait été à l'origine de l'Acacou (le premier cercle de pouvoir) et qu'elle aurait participé, à ce titre, à la préparation des plans du génocide.
- 2 - À moins que ce soient les tirs du FPR (Front patriotique rwandais) de Paul Kagamé.
- 3 - Le dernier sous-officier pilote et commandant de bord de l'armée de l'Air française. Un homme exceptionnel, un pilote de très haut niveau.